

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 octobre 2026

Info perso.

Je rectifie, le disque dur qui est foutu n'était plus sous garantie, il avait été remplacé une première fois il y a quelques mois, mais il n'a pas supporté mon rythme de travail. Il a fonctionné de 9h du matin à minuit environ 7j/7, soit 15h par jour, et à ce rythme-là un disque dur de 2.5" ne tient pas longtemps, ce que j'ignorais, car évidemment mon informaticien ne m'avait rien dit. Pire, il a fait une grosse connerie ou plusieurs.

Tout d'abord, dans le choix de ce disque dur, car il connaissait ma cadence de travail, ensuite, il l'a installé au fond de la colonne de l'ordinateur de bureau, ce qui le privait d'aération sur la moitié de sa surface, et l'exposait aux vibrations répercutées par la caisse métallique de l'ordinateur, c'est un super informaticien, mais il est très con, que voulez-vous, c'est comme cela !

Je ne vais rien lui dire ou on ne va pas se fâcher, parce que cela ne servirait à rien ou si, il ne voudrait plus s'occuper de mon ordinateur et je serais bien dans la merde, car il serait vexé, il doit être comme ces intellectuels ou ces élites qui ne tolèrent pas la moindre remarque ou critique, ils sont au-dessus de cela, et de vous surtout. Comme quoi parfois dans la vie il faut savoir faire des compromis, tant qu'on n'y laisse pas sa dignité, tout se passe bien.

Voilà le disque dur que j'ai commencé :

Western Digital Red Plus NAS 2TB 3.5 inch SATA Hard Drive - TB Storage Capacity - 3.5" Form Factor - SATA III 6 Gb/s - 5400RPM - Cache- 64MB - Up to 180 MB/s Data Transfer Rate - Limited 3-Year Manufacturer Warranty : 16999 roupies, soit environ 170 euros, au lieu de 6900 roupies pour un disque dur moins résistant ou celui qui a lâché (Seagates). C'est cher, mais je n'ai pas le choix.

Le Western Digital Red Plus est conçu pour fonctionner 24h/24 7j/7, avec une durée de vie estimée entre 8 ou 10 ans ou plus s'il est bien traité et pas trop sollicité, je vais le soigner ! Il est prévu d'ajouter un ventilateur dans le boîtier de l'ordinateur.

J'ai appris qu'il fallait prendre un soin particulier des disques durs car ils craignent le moindre choc, la chaleur et les vibrations, les variations de tension, les coupures de courant, avec un onduleur de bonne qualité ces risques sont écartés. Quant aux disques externes que l'on connecte à une prise USB, ils sont encore plus fragiles, vous le cogner contre une table ou il tombe par terre et le disque peut être rayé et foutu. Quand je pense que l'autre jour j'ai emmené l'ordinateur sur le scooter sans prendre de précautions contre les vibrations...

Quand on vous dit que par ignorance, il arrive que dans la vie on fasse des conneries, et ben voilà ! Alors soyez toujours modeste pour ne pas avoir l'air con, et puis on ne s'en porte que mieux.

Je ne solliciterais pas la charité de mes lecteurs.

Serait-ce prémonitoire ou un signe de ce qui se prépare ?

- Samedi, les scènes d'insurrection, parfois au cri de "*Révolution*", ont paru plus intenses que les émeutes de 2023, mais aussi que les journées d'action des gilets jaunes en 2018-2019, selon des reporters de l'AFP sur le terrain.

Edouard Philippe, dimanche sur BFMTV, a décrit un fait "*dangereux pour notre nation*", qui n'est "*pas seulement du désordre mais une remise en cause des fondements de la République*".

Le mouvement a pris "*une ampleur inédite partout en France*", a déclaré le préfet du Rhône, Etienne Guyot, lors d'une visite des quartiers touchés. AFP et BFMTV 18 octobre 2026

J-C – Il y en a même un qui a évoqué La Commune. Rassurons-les, je plaisante, tremblez, car ce que vous avez vu le 17, ce n'était rien à côté d'une révolution ! J'ignore même si cette violence avait quelque chose à voir avec ? Il y a trop d'a priori et de non-dit dans tout ce que j'ai lu. A suivre.

Le chef de guerre a parlé.

Macron : "*Il nous faut nous asseoir autour de la table et construire ensemble les solutions*", pas question, il n'y a pas de solutions avec celui qui est à l'origine de tous nos problèmes : Dehors tout de suite et la Ve République avec !

Le titre de FranceInfo est révélateur du camp dans lequel se situent tous les médias mainstream.

"Rien ne le justifie, rien ne l'explique, rien ne l'excuse" : ce qu'il faut retenir de l'allocution d'Emmanuel Macron après les violences du 17 octobre - FranceInfo 18 octobre 2026

Extraits.

- Emmanuel Macron s'est exprimé depuis le palais de l'Elysée, dimanche 18 octobre, affirmant : "*Ceux qui ont cherché à faire tomber la République auront à en répondre.*"

Emmanuel Macron a d'abord dénoncé les responsables, selon lui, de ces scènes de chaos. "*Des factieux issus de groupuscules d'ultragauche, rejoints par de nombreux délinquants, se sont livrés à une violence débridée dans nos villes*", a-t-il affirmé, rappelant que des commerces avaient été "*pillés*" et des bâtiments "*attaqués*", voire "*détruits*".

"*Rien ne le justifie. Rien ne l'explique. Rien ne l'excuse. Nous ressentons tous de la colère, de la honte, et voir les rues de nos villes ainsi saccagées est insupportable*", a dénoncé Emmanuel Macron.

Alors que 2 397 personnes ont été interpellées, le chef de l'Etat a estimé que le "*suivi judiciaire*" devait être exemplaire. "*La plus grande fermeté a été demandée aux procureurs par le garde des*

Sceaux", a-t-il rapporté. *"Nos juges rendent la justice en votre nom et ils savent ce que vous attendez (...) Ceux qui ont détruit doivent payer. Ceux qui ont pillé doivent rembourser."*

Depuis la guerre en Iran en février et ses répercussions dans le monde, il assure avoir *"pris plusieurs initiatives au niveau international pour garantir notre carburant, notre gaz et agir sur les marchés de l'énergie"*. *"Je poursuivrai ces actions dès demain matin en allant dans les pays du Golfe pour sécuriser nos approvisionnements"*, a-t-il annoncé.

A six mois de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat suggère que *"les choix d'avenir que vous aurez, que nous aurons à faire (...) sont essentiels"*. *"Tous ceux qui vous expliquent que l'urgence est d'aller dans la rue, de manifester, de créer le désordre, n'ont qu'un but : abîmer la République et voler le débat"*, a déploré Emmanuel Macron.

"La France est une grande force démocratique. Elle mérite ces débats. Ils doivent se faire dans les réunions publiques, avec les partis, non pas dans la rue, par la violence."

"Ils doivent se faire dans les journaux, sur les plateaux de télévision, dans les rassemblements pacifiques où on parle et on s'explique dans le respect", a ajouté le président de la République. *"Notre pays mérite une belle élection présidentielle dans six mois (...) Nous avons besoin d'unité, de calme et de respect"*, a-t-il terminé.

J-C - On ne débat pas avec les oppresseurs et leur porte-parole, avec ceux qui légitiment les inégalités et l'injustice sociale, un génocide, on les combat jusqu'à leur défaite !

Quelques réactions politiques.

Dans leur camp, on les sent plutôt crispés, débordés, désœuvrés, un brin inquiet, car ils viennent de se rendre compte qu'ils pourraient très facilement perdre le contrôle de la situation avec les conséquences politiques inattendues et d'une extrême gravité qui pourraient en découler, comme l'effondrement d'un coup du régime ou l'ouverture d'une crise politique à l'issue incertaine, parce les autorités de l'Etat sont rejetées par l'immense majorité des masses opprimées.

Bref la crainte de la révolution prolétarienne et du socialisme, leur hantise, le cauchemar de l'oligarchie financière à laquelle ils doivent rendre des comptes.

Après les violences du 17 octobre, les responsables politiques atterrés par l'allocution d'Emmanuel Macron - HuffPost 19 octobre 2026

« *Irresponsable* », « *lamentable* » : les oppositions, et jusqu'à son ancien Premier ministre Édouard Philippe, ont jugé très sévèrement la prise de parole du chef de l'État.

- Une allocution ce dimanche 18 octobre au soir qui ne semble pas avoir convaincu grand monde, jusque dans son camp.

Édouard Philippe - « *J'aurais préféré, comme des millions de Français, des décisions et des initiatives permettant le retour à l'ordre et le rétablissement de l'autorité de l'État, la sanction des pilliers et des casseurs* » ainsi qu'une « *méthode détaillée pour rétablir la discussion avec les lycéens et les organisations syndicales* », l'a interpellé sur X son ancien Premier ministre Édouard Philippe, même s'il lui a reconnu « *une volonté louable de rétablir le dialogue* ».

Bruno Retailleau - L'ancien ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, qui cherche toujours davantage à s'écarter du bilan de ces dernières années dans le cadre de sa candidature à l'élection présidentielle, a lui aussi eu des mots très durs. « *L'intervention d'Emmanuel Macron est très inquiétante. Le Président de la République apparaît totalement dépassé, incapable d'opposer la force de l'État à la chienlit qui menace la République* », a-t-il écrit sur X, l'appelant à « *prendre ses responsabilités* » et à « *décréter l'état d'urgence pour protéger les Français* ».

J-C - Et comme d'habitude au lieu de profiter de l'avantage que leur procurait la situation pour s'en prendre à Macron et au gouvernement et les enfoncer un peu plus, tous les dirigeants du NFP (Nouveau Front Populaire) leur ont redonné la main ou ils les ont légitimé affirmant qu'ils attendaient des réponses de leur part en bons collaborateurs de classes, alors qu'il n'y a rien à attendre de représentants du capitalisme, au lieu d'avancer, que seul un gouvernement ouvrier rompant avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et l'UE serait à même d'appliquer une politique conforme aux aspirations légitimes de la jeunesse et des travailleurs, ce qu'ils étaient incapables de proposer parce qu'ils y étaient opposés, ce qui démontre au passage qu'ils figurent bien tous dans le camp de nos ennemis.

LFI - (Bompard) "*J'appelle à ce qu'une véritable réponse politique soit apportée aux revendications exprimées*" (Bompard)

PCF - (Roussel) Macron "*aurait pu appeler au calme et apporter des réponses aux jeunes, aux salariés, aux retraités*".

Ecologiste - (Tondelier) "*Si nous allons à Matignon, ce sera pour travailler à des solutions aux crises sociales, environnementales et démocratiques*".

PS - La première adjointe au maire de Paris, Lamia El Aaraje, a déploré "*un manque de moyens*" policiers pour mettre un terme aux pillages.

Quant aux fachos, Bardella sur X a regretté que Macron n'ait "*même plus la force de les protéger*", entendez L'Etat, les institutions, le régime en place.

Marine Le Pen a condamné les «*destructions*» et les «*pillages*» commis dans la plupart des grandes villes, dans une allocution publiée sur son compte X. HuffPost 19 octobre 2026

Violences du 17 octobre: Laurent Nuñez a présenté sa démission à Emmanuel Macron, qui l'a refusée - BFMTV 19 octobre 2026

La forte présence d'émeutiers et de pillards dans de nombreuses villes de France a-t-elle été mal anticipée ?

Un CRS, Patrice, raconte toutes les heures passées samedi, à Lyon, face aux casseurs. Ce dernier a 29 ans de maintien de l'ordre derrière lui. Ce CRS a connu les gilets Jaunes, la contestation de la réforme des retraites, et plus récemment, le mouvement lycéen. Il avoue n'avoir jamais vu ça lors du week-end du 17 octobre, l'une "*des journées les plus compliquées qui m'est amenée de vivre dans mon travail*". Patrice a commencé à 10 heures du matin pour finir à 1h15, sans répit, non-stop, il a "*fait face à un gros déferlement de violence*". "*On les sentait très déterminés, ils étaient là, au contact, ils revenaient, ils reculaient quand on faisait des charges puis ils revenaient. C'était super compliqué*", explique le CRS lyonnais.

Un autre directeur départemental affirme que ce maintien de l'ordre a été le plus violent qu'il ait connu. Un chiffre permet de s'en rendre compte : à Paris une compagnie de CRS a tiré 3 000 grenades lacrymogènes samedi. En temps normal cela ne dépasse la centaine. Un troisième très haut gradé s'estime même chanceux que les CRS n'aient pas paniqué. Un policier conclut de son côté que *"c'était la Commune de Paris combinée au Black Friday"*.

Ces scènes de pillage ont aussi choqué ces policiers, pourtant habitués au maintien de l'ordre, notamment face aux 30 000 pillards à Marseille. Ou encore à Lyon, où ils étaient aussi tellement nombreux, que même les pillards qui ont été attrapés n'ont pas tous fini en garde à vue, comme le raconte Patrice qui en a interpellé certains : *"On a interpellé des individus qui avaient pillé mais qui ont été relâchés, faute de personnes qui pouvaient les prendre et les mettre en garde à vue. Pour ces individus, on a pris les identités et ils ont été relâchés, on a saisi la marchandise et puis voilà"*.

France en crise : de nouvelles scènes de violences en plein Paris, des tensions en banlieue - RT 18 oct. 2026

Au lendemain de la mobilisation nationale contre la vie chère, qui a dégénéré en violences et pillages dans plusieurs grandes villes, de nouvelles scènes de chaos ont éclaté ce 18 octobre en plein centre de la capitale française, quelques heures seulement avant une prise de parole d'Emmanuel Macron.

Des violences qui surviennent moins de 24 heures après les scènes d'une violence inouïe, en marge de la journée de mobilisation contre la vie chère, et durant laquelle des centaines de magasins ont été saccagés et pillés dans les centre-villes de Paris, Marseille et Lyon ainsi que d'autres villes françaises.

Alors que la CRS 8, une unité spécialisée dans la lutte contre les violences urbaines, a été déployée à Paris, en proche banlieue, dans la commune de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), des tensions ont été signalées autour du centre commercial Rosny 2, l'un des plus grands de l'Île-de-France, celui-ci ayant été fermé. Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux, montrant des jeunes en train de courir, affirme que le centre aurait été la proie de pillages. RT 18 oct. 2026

Quelques éléments complémentaires.

- « *Je pense que si nous nous trompons, dans les jours qui viennent [...] nous allons à la crise de régime* », a averti le directeur du think tank Fondapol, Dominique Reynié sur le plateau de LCI, mettant en garde contre une impossibilité de maintenir à terme autant de policiers en « *un aussi grand nombre de lieux pour faire face plus longtemps à des situations aussi graves* ».

- Rappel. Un extrait d'une interview de Laurent Nuñez, déclarant le 6 octobre sur France Inter que « *perdre le contrôle, c'est si jamais vous aviez des hordes de personnes qui défilaient dans les centre-villes, qui pillaient les magasins et qui commettaient des exactions* ».

- Sur le plateau de LCI, l'ex-députée LFI Raquel Garrido a quant à elle appelé à « *ne pas sous-estimer* » les « *2 000 hommes en armes de la mouvance accélérationiste, etc. Ce sont des gens d'extrême-droite plutôt, qui veulent provoquer la guerre civile* » afin, selon elle, de « *provoquer le chaos et une demande d'ordre qui favorise l'extrême droite* ». RT 18 oct. 2026

Si vous estimez que l'essence et le gaz sont trop chers, prenez-vous en à Macron.

Gaz russe : Washington aurait proposé à l'Europe de reprendre ses achats, Moscou rappelle que les livraisons via Nord Stream restent possibles - RT 18 oct. 2026

La Russie conserve la possibilité de reprendre ses livraisons de gaz vers l'Europe grâce à la conduite intacte de Nord Stream. Le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak l'a indiqué le 17 octobre, lors d'un entretien, en soulignant que la décision de rétablir les approvisionnements dépend des partenaires européens.

« Une conduite est restée intacte et peut permettre d'effectuer des livraisons. Mais cela dépend de nos collègues européens », a déclaré Alexandre Novak. Il a également précisé que les trois autres conduites, mises hors service à la suite des explosions de septembre 2022, pourraient être réparées si les décisions nécessaires étaient prises.

Washington aurait proposé un retour du gaz russe en Europe

La possibilité de rétablir les approvisionnements russes figure également parmi les questions abordées dans les discussions diplomatiques autour d'un éventuel accord de paix en Ukraine. Selon des informations du *New York Times*, fondées sur des sources proches des négociations, des représentants américains auraient proposé une reprise des achats européens de gaz russe.

Steve Witkoff et Jared Kushner auraient évoqué cette option avec des responsables ukrainiens et européens, dont Volodymyr Zelensky, lors d'une visite à Kiev en septembre. Les émissaires américains auraient notamment suggéré de remettre en service les gazoducs qui acheminaient auparavant du gaz russe vers l'Europe. Cette perspective aurait cependant été accueillie défavorablement par les représentants européens consultés.

Moscou met en garde contre les conséquences des choix européens

La Russie affirme pour sa part rester disponible pour fournir aux pays européens des ressources énergétiques à des conditions stables et compétitives. Alexandre Novak a rappelé que Moscou n'avait pas décidé de renoncer à ces approvisionnements. Selon lui, ce sont les dirigeants européens qui ont fait ce choix pour des raisons politiques, malgré l'existence de contrats à long terme toujours en vigueur.

Le vice-Premier ministre a également averti que de nouvelles restrictions visant le gaz russe risquaient d'aggraver le déséquilibre du marché européen. Le 18 octobre, il a évoqué les difficultés d'approvisionnement liées à la fermeture du détroit d'Ormuz et à l'arrêt d'une installation gazière au Qatar après des attaques. Il a estimé que les stocks européens étaient inférieurs d'environ 10 % à leurs niveaux moyens habituels, soulignant que les consommateurs européens seraient les premiers à subir les conséquences d'une hausse des prix.

Les échanges énergétiques se poursuivent pourtant entre la Russie et l'Europe. Selon les chiffres communiqués par Alexandre Novak, Moscou a livré 12 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié au marché européen au cours des neuf premiers mois de 2026, davantage que durant la même période en 2025. La Russie réaffirme ainsi sa disponibilité à assurer des approvisionnements, tandis que le rétablissement des livraisons par Nord Stream reste soumis à la volonté des Européens. RT 18 oct. 2026

Italie.

Italie : des manifestations contre la vie chère dégénèrent en violents affrontements à Milan - RT 18 oct. 2026

Dans plusieurs villes italiennes, la colère sociale grandit face à la hausse des prix et aux choix budgétaires du gouvernement Meloni. À Milan, les rassemblements du 17 octobre ont été marqués par des incendies et des heurts avec la police près du Duomo. Le bilan fait état de 25 blessés, tandis que des syndicats préparent une nouvelle mobilisation.

De violents affrontements ont éclaté le 17 octobre dans le centre de Milan, lors d'une manifestation contre la hausse du coût de la vie et la politique du gouvernement italien. Plus de 5 000 personnes ont participé au rassemblement, selon les estimations policières. Initialement pacifique, le cortège a été marqué par des violences lorsque des groupes de jeunes manifestants, dont certains masqués, ont lancé des pierres, des bouteilles et des pétards sur les forces de l'ordre.

Au total, 25 personnes ont été blessées, dont dix membres des forces de l'ordre. Aucun blessé n'a été signalé dans un état critique. Les bilans disponibles font état de 50 à 60 interpellations à Milan, dont de nombreux mineurs.

La contestation a également été marquée par des affrontements avec la police à Turin et à Bologne, où douze et sept personnes ont respectivement été interpellées.

Ces événements surviennent dans un contexte de mobilisation sociale contre les orientations du gouvernement de Giorgia Meloni. Dès le 16 octobre, des manifestations ont été organisées à Rome, Milan, Turin, Bologne et Naples, à l'appel de syndicats étudiants et de mouvements de jeunesse de gauche. Les premiers rassemblements ont été baptisés « *Journée sans Meloni* ».

Au-delà de la hausse des prix, les manifestants dénoncent le coût du carburant et la pression fiscale qui pèsent sur les revenus des ménages. Ils réclament des salaires plus élevés et davantage de moyens pour l'éducation, la santé et les services publics.

Les choix budgétaires du gouvernement sont également contestés. Certains participants dénoncent les coûts liés à la fameuse « *économie de guerre* » et réclament une réduction des dépenses militaires au profit des besoins sociaux. Ces revendications traduisent notamment les inquiétudes exprimées face au pouvoir d'achat et au financement des services publics.

La Première ministre Giorgia Meloni a condamné les affrontements et demandé à l'opposition de dénoncer les violences. « *Manifester est un droit. Transformer nos villes en champs de bataille ne l'est pas* », a-t-elle déclaré sur X le 17 octobre.

À Rome, une importante manifestation organisée par la Confédération générale italienne du travail (CGIL) a réuni étudiants, salariés et retraités autour de revendications économiques et sociales. Son secrétaire général, Maurizio Landini, a annoncé une grève générale pour le 20 novembre afin de réclamer une hausse des salaires, une meilleure protection sociale et davantage de financements pour les services publics. RT 18 oct. 2026

Albanie.

Albanie : plus de 1 000 interpellations après cinq jours de manifestations et de violents affrontements à Tirana - RT 18 oct. 2026

Plus de 1 000 personnes ont été interpellées en Albanie après cinq jours de manifestations contre la corruption et le Premier ministre Edi Rama, selon les médias locaux. Les affrontements à Tirana ont fait 59 blessés, dont 34 policiers. Au total, 388 personnes font l'objet de poursuites pénales et sept agents ont été suspendus pour abus de pouvoir.

Etat juif d'apartheid.

"Soutien total et sans réserve à Bibi" : Donald Trump adoube Benjamin Netanyahu avant des législatives décisives en Israël - BFMTV 19 octobre 2026

Donald Trump a apporté ce dimanche 18 octobre son *"soutien plein et entier"* à Benjamin Netanyahu pour les législatives du 27 octobre en Israël, s'attirant les remerciements du Premier ministre sortant pour cet *"immense"* appui avant un scrutin qui s'annonce serré.

Sur son réseau Truth Social, Benjamin Trump a fait part de son *"soutien total et sans réserve à Bibi Netanyahu dans sa prochaine campagne pour sa réélection"*, utilisant le surnom utilisé par les partisans du Premier ministre. *"C'est le genre de partenaire que les États-Unis demandent d'Israël, un pays pour lequel ils ont tant fait"*, a-t-il ajouté.

"Merci, Monsieur le Président Trump, pour votre immense soutien et pour notre travail en commun. Ensemble, nous mènerons la mission à son terme !", a rapidement réagi le dirigeant israélien sur X.

Son principal rival électoral, Gadi Eisenkot, a réagi en soulignant que *"seuls les Israéliens pouvaient choisir leur dirigeant"*, tout en assurant, lors d'une conférence à Tel-Aviv, qu'il *"admirait le président américain"*.

Chine.

J-C - Décidément tout est amené à foutre le camp en occident !

En Chine, l'essor du luxe d'occasion bouscule les marques occidentales - AFP 18 octobre 2026

Dans un immense magasin de luxe d'occasion de Shanghai, Yuan, 24 ans, résume l'évolution des habitudes en Chine : *"Avant, c'était à qui dépenserait le plus"* pour afficher son statut à travers sacs, ceintures ou bijoux.

"Aujourd'hui, c'est à qui aura fait la meilleure affaire et aura dépensé le moins", sourit cette professeure de danse dans ce nouvel espace de vente aux airs d'entrepôt, au cœur de la capitale financière chinoise.

Longtemps parmi les premiers acheteurs mondiaux de produits de luxe, les Chinois représentaient encore un tiers des dépenses du secteur il y a quelques années, assurant des milliards d'euros de revenus à des groupes comme LVMH ou Hermès.

Mais avec les difficultés de l'économie chinoise, les consommateurs réduisent leurs dépenses. Beaucoup se tournent vers des articles de seconde main ou les nouvelles marques chinoises, qui gagnent en prestige.

Après avoir chuté de 17 à 19 % en 2024, le marché chinois des biens de luxe personnels (sacs, prêt-à-porter, chaussures, montres...) s'est encore contracté de 3 à 5 % en 2025, selon le cabinet Bain&Company.

Dans le même temps, le marché chinois du luxe de seconde main a bondi de 15 à 20 % en 2025, selon Bain & Company.

Le cabinet chinois Insight&Info Consulting estime que ce créneau représentait 38,4 milliards de yuans (5,1 milliards d'euros) en 2025 et pourrait dépasser les 100 milliards de yuans d'ici 2030.

Porté par l'engouement des jeunes pour les plateformes de revente, le phénomène contraint les marques à réduire leur voilure.

Au cours des deux dernières années, Louis Vuitton a fermé cinq boutiques en Chine continentale. En mai, les Galeries Lafayette ont également baissé le rideau sur leur centre commercial de Pékin.

"La génération de ma mère n'avait pas accès à internet comme maintenant. Les gens connaissaient peu de marques de luxe et ont fini par associer Louis Vuitton au summum du prestige", explique Phoebe Ma, une cliente de 24 ans.

"Personnellement, je trouve que le monogramme Louis Vuitton fait daté (...). La génération Z préfère acheter des marques coréennes, plus tendance", ajoute-t-elle.

Pour Chen Luo, spécialiste de la consommation en Chine chez Bank of America, les consommateurs s'éloignent progressivement d'une vision du luxe uniquement associée au statut social.

Ils privilégient désormais l'expression de leur identité, l'originalité ou encore la valeur culturelle et émotionnelle des produits, explique-t-il.